



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité
Débat ouvert trimestriel

La Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

New York, le 27 juillet 2023

Déclaration lue par Adrian Hauri
Représentant permanent adjoint de la Suisse auprès des Nations Unies

Madame la Présidente,

Je souhaite remercier le Sous-Secrétaire général, Mohamed Khaled Khiari, pour son exposé détaillé. Ce décompte nous rappelle le prix, de plus en plus lourd, d'une volonté politique défaillante. Nous devons tous faire mieux.

J'aimerais m'exprimer sur trois points principaux :

Premièrement, face à l'actuelle spirale de violence, la désescalade et la protection des civils doivent être la priorité. Le nombre de victimes civiles du conflit ne cesse d'augmenter. En particulier, plus de 40 enfants ont trouvé la mort depuis le début de l'année. Ceci est inacceptable et doit cesser. La Déclaration présidentielle en février dernier avait suscité l'espoir d'une reprise du dialogue. La Suisse appelle les parties à mettre en œuvre leurs engagements pris à Aqaba et à Charm el-Cheikh. La Suisse demande en outre aux dirigeants de toutes les parties de s'abstenir de toute provocation, telle que la visite ce matin du ministre de la sécurité nationale d'Israël. Le *statu quo* historique sur le Haram al-Sharif / Mont du Temple, y compris le rôle de gardien des Lieux saints endossé par la Jordanie, doit être respecté. De plus, la Suisse considère Jérusalem-Est comme territoire occupé. Le statut final de la ville, notamment en tant que capitale des deux Etats, devra être négocié entre les parties.

Deuxièmement, la Suisse s'inquiète de l'accélération de la colonisation en Territoire palestinien occupé, y compris par le biais du développement d'infrastructures. Nous rappelons que les colonies sont illégales au regard du droit international. Elles contreviennent par ailleurs à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et constituent un obstacle majeur à une paix fondée sur une solution à deux États. Elles contribuent à nourrir la spirale de violence que nous observons tous les jours. Israël doit s'abstenir de prendre des mesures qui introduiraient des changements permanents, en particulier démographiques et administratifs, dans le territoire occupé. En ce sens, à Jérusalem-Est, l'éviction de la famille Sub Laban illustre la menace pesant sur quelques 150 autres familles. Également, nous condamnons l'environnement coercitif ayant conduit ces dernières semaines au déplacement forcé des communautés de Baq'ah et de Khirbet Widady. L'absence de protection de ces populations face à la hausse des attaques par des colons est en outre particulièrement inquiétante.

Madame la Présidente,

Enfin, nous déplorons l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne et ses conséquences sur la sécurité et la provision de services de base. Nous encourageons une coordination sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et Israël qui permette la protection des civils. La Suisse réitère également son appel à la tenue d'élections sur tout le territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est. Cela contribuerait à restaurer la légitimité des institutions et l'unité politique essentielles à une solution à deux États.

À cette fin, la Suisse encourage les parties à reprendre la voie du dialogue et de réels pourparlers de paix, traitant des causes profondes du conflit.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank the Assistant Secretary-General, Mohamed Khaled Khiari, for his detailed presentation. This account is a reminder of the ever-increasing cost of a lack of political will. We must all do better.

I would like to make three main points:

Firstly, in the face of the current spiral of violence, de-escalation and the protection of civilians must be the priority. The number of civilian victims of the conflict continues to rise. In particular, more than 40 children have died since the beginning of the year. This is unacceptable and must stop. The Presidential Statement last February raised hopes of a resumption of dialogue. Switzerland calls on the parties to implement their commitments made in Aqaba and Sharm el-Sheikh. Switzerland also calls on the leaders of all parties to refrain from any provocation, such as this morning's visit by Israel's national security minister. The historic *status quo* on the Haram al-Sharif / Temple Mount, including Jordan's role as custodian of the Holy Places, must be respected. Furthermore, Switzerland considers East Jerusalem to be occupied territory. The final status of the city, in particular as the capital of two states, must be negotiated between the parties.

Secondly, Switzerland is concerned about the acceleration of settlement activity in the Occupied Palestinian Territory, including through the development of infrastructure. We recall that settlements are illegal under international law. They also contravene several Security Council resolutions and constitute a major obstacle to peace based on a two-State solution. They contribute to fuelling the spiral of violence that we see every day. Israel must refrain from taking measures that would introduce permanent changes, in particular demographic and administrative changes, in the occupied territory. In East Jerusalem, the eviction of the Sub Laban family illustrates the threat to some 150 other families. We also condemn the coercive environment that has led in recent weeks to the forced displacement of the communities of

Baq'ah and Khirbet Widady. The lack of protection for these people in the face of increasing attacks by settlers is also particularly worrying.

Madam President,

Finally, we deplore the weakening of the Palestinian Authority and its consequences for security and the provision of basic services. We encourage security coordination between the Palestinian Authority and Israel that enables civilians to be protected. Switzerland also reiterates its call for elections to be held throughout the Palestinian territory, including East Jerusalem. This would help to restore the legitimacy of the institutions and the political unity essential to a two-state solution.

To this end, Switzerland encourages the parties to return to the path of dialogue and genuine peace talks, addressing the root causes of the conflict.

Thank you.